Introduction Générale

Thomas Lacroix

▶ **To cite this version:**

Thomas Lacroix. Introduction Générale. Thomas Lacroix; Fathallah Daghmi; Françoise Dureau; Nelly Robin; Yann Scioldo-Zürcher. Penser les migrations pour repenser la société, Presses Universitaires de François Rabelais, pp.11-22, 2020, Migrations. halshs-03374763

HAL Id: halshs-03374763
https://shs.hal.science/halshs-03374763

Submitted on 12 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lacroix Thomas, 2021, Introduction Générale, in Thomas Lacroix, Fathallah Daghmi, Françoise Dureau, Nelly Robin, Yann Scioldo Zürcher (coord.), *Penser les Migrations pour Penser la Société*, Tours : Presses Universitaire de François Rabelais, pp. 11-22 (coll. Migrations).

Introduction générale

La production scientifique traitant des migrations internationales, encore réduite dans les années 1980, est aujourd'hui foisonnante. Le laboratoire MIGRINTER (Migrations internationales), dont le champ de recherche couvre des domaines divers tels que les circulations, les diasporas et les mobilités urbaines a, au cours des trois décennies passées, marqué de son empreinte originale les méthodologies de recherche portant sur les migrations internationales. Afin de célébrer les trente ans d'activité de ce laboratoire, a été organisé un colloque à l'université de Poitiers[1] se voulant un point de rencontre entre spécialistes des migrations, chercheurs en sciences sociales de tous horizons disciplinaires, spécialistes et non spécialistes des migrations, jeunes chercheurs et chercheurs plus expérimentés, mais aussi acteurs associatifs, syndicalistes et artistes. Cette volonté « d'ouverture » s'inscrit alors dans le contexte fortement médiatisé d'afflux de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique et, plus généralement, dans celui d'une politisation croissante de la question migratoire.

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité de cet événement. L'objectif est ici d'examiner les points de rencontre entre la recherche sur les migrations internationales et les sciences de l'Homme et de la Société[2]. Il se décline à partir de quelques-unes des thématiques qui ont été travaillées par les questions afférentes aux migrations : l'organisation et l'activité de l'État dans un contexte de globalisation des flux humains ; les nouveaux rapports sociaux qui se nouent au sein des marchés du travail ; la déclinaison des trajectoires spatiales en deçà et au-delà des frontières ; la production de la ville dans la matrice que constituent l'espace public et le logement. Le croisement entre sciences sociales et sciences de la migration sera donc abordé dans la diversité de ses objets : l'espace, le politique, l'urbain, l'économique, mais aussi la littérature, l'histoire ou les positionnements méthodologiques.

Cette introduction retrace l'émergence du champ d'étude des migrations internationales, puis s'interroge sur le dialogue entre sciences sociales et études des migrations : en quoi l'analyse des migrations internationales éclaire-t-elle l'idée de société ?

Les études migratoires : émergence et consolidation d'un champ scientifique

Les premières études sur l'immigration remontent à la fin du xixe siècle (Ravenstein, 1885) et dans les travaux fondateurs de l'École de Chicago, mais c'est au cours des décennies 1970 et 1980 que l'étude de ce phénomène est devenue un domaine de recherche à part entière. On observe alors l'institutionnalisation de laboratoires de recherche, le financement public de programmes scientifiques, la tenue de colloques, et la création de revues dédiées. En France, c'est pendant cette période que furent publiés certains textes clés de l'étude des migrations, que ce soit en sociologie, géographie, histoire, science politique, anthropologie, démographie ou économie[3].

La première équipe pluridisciplinaire, l'ERMI (Équipe de recherche sur la main-d'oeuvre immigrée), est constituée en 1971 au Centre d'études sociologiques. Le GRECO 13[4] « Migrations internationales », créé quant à lui à la fin des années 1970, rassemble des chercheurs alors éparpillés entre différentes équipes : ce groupement donne visibilité et cohérence à une thématique jusqu'alors considérée comme secondaire. C'est dans ce contexte qu'est créé, en 1985, le laboratoire MIGRINTER, à l'université de Poitiers par le géographe Gildas Simon. Un second laboratoire, l'URMIS (Unité de Recherche MIgrations et Société) est inauguré en 1990 autour, notamment, des sociologues Maryse Tripier, Catherine Quiminal et Véronique de Rudder. Aucun autre laboratoire spécifiquement dédié à l'étude des migrations ne fut créé en France ; toutefois le champ d'étude gagne en ampleur à travers la multiplication d'axes et d'équipes spécialisés au sein d'unités de recherche, notamment à Paris le CERI5, le CEPED[6], l'unité de recherche migration à l'INED[7],

le CADIS8, mais aussi à Toulouse (UMR LISST[9]), Aix-en-Provence et Marseille (UMR TELEMME[10], LPED[11], LAMES[12]) et Montpellier (UMR ART-DEV[13]), etc. On observe la même tendance en Europe, et au-delà. À titre d'illustration, le réseau IMISCOE (*International Migration and Social Cohesion in Europe*) rassemble aujourd'hui 51 équipes de pays européens.

Cette institutionnalisation s'accompagne alors d'un accroissement de l'offre de formations (masters et programmes doctoraux) portant sur la compréhension des phénomènes migratoires. Un même constat se fait pour le nombre de revues créées. Les premières ont été impulsées par les réseaux catholiques – dont les Scalabrini – il y a un demi-siècle : *International Migration Review* (1964) aux États-Unis, *Studi Emigrazione* (1964) en Italie et *Hommes et Migrations* (1965) en France – elle-même issue des *Cahiers Nord-Africain*s – et plus récemment *Migrations Société* (1989) à Paris, *Migraciones* (1996) à Madrid. En Grande-Bretagne, les premières revues académiques importantes paraissent dans les années 1970 : *New Community* en 1972 (devenant *Journal of Ethnic and Migration Studies* en 1998), *Ethnic and Racial Studies* en 1977. En France, la *Revue européenne des migrations internationales* est créée en même temps que MIGRINTER en 1985. À travers la décennie 2000 enfin, on observe une multiplication de titres relatifs aux migrations : *Comparative Migration Studies* est la revue du réseau IMISCOE ; *Migration Studies* est le produit du pôle de recherche sur les migrations de l'université d'Oxford ; *Migraciones Internacionales* est associée au Colegio de la Frontera Norte au Mexique ; en France, *Diasporas* est créée à Toulouse par le laboratoire LISST. Parallèlement, les revues thématiques ou disciplinaires non spécialisées sur les migrations intègrent une part croissante d'articles traitant des questions migratoires. Cela est vrai en France (*Population, L'espace géographique, Le Mouvement social, Espaces et sociétés*, etc.), comme à l'étranger (*Mobilities, Global Networks, Population Space and Place* ou *Citizenship studies*, etc.).

Les études migratoires se sont constituées comme champ d'étude identifié sans pour autant s'être construites comme nouvelle discipline. En poursuivant sa consolidation à la fois scientifique et institutionnelle, l'horizon disciplinaire des études migratoires ne cesse de s'élargir. Elles incorporent non seulement les disciplines des sciences sociales mais aussi la psychologie, le droit, la philosophie ou les études artistiques. Ce faisant, les chercheurs produisent un référentiel thématique et conceptuel partagé. Ce dernier s'est enrichi au fil des décennies, accompagnant les évolutions des phénomènes migratoires, les changements d'orientations politiques ou simplement les débats intellectuels qui ont animé les sciences de la société. On peut ainsi distinguer trois grands domaines qui structurent les études migratoires. Le premier s'intéresse à « l'intégration » des immigrants dans leur pays d'accueil. Émergeant avec les études urbaines de l'École de Chicago dans les années 1920, il fut, après la Seconde Guerre mondiale, influencé par la sociologie marxiste en se focalisant sur les relations de travail. Au cours des années 1990, il a pris un tournant quantitatif en lien avec la multiplication de la production de données concernant les étrangers en Europe et en Amérique du Nord. Le second grand domaine porte sur les facteurs et les conséquences de la migration en lien avec le développement des pays de départ. Cette question – qui a émergé dans les années 1950 – fut, jusque dans les années 1990, l'objet de débats entre économistes libéraux et marxistes institutionnalistes : les premiers conçoivent les flux migratoires comme la conséquence d'un différentiel économique entre pays de départ et d'accueil, tandis que les seconds inscrivent ce même différentiel dans une relation de pouvoir Nord/Sud. Plus récemment, le débat s'est centré sur la question des transferts monétaires qui ont connu une croissance exponentielle au cours des deux dernières décennies. Enfin, le troisième domaine, qui a accompagné l'essor des études sur la mondialisation, est d'émergence plus récente. Il porte sur les pratiques animées par les migrants entre les pays d'accueil et de départ, ainsi que sur les dynamiques de « l'entre-deux » : la circulation – suscitée par la migration – des personnes, des biens et des idées. Ce domaine inclut les études sur le transnationalisme, les diasporas et la circulation migratoire. En d'autres termes, l'intégration, la relation entre migration et développement, la circulation transnationale, constituent les trois pôles entre lesquels se situent les travaux sur les migrations.

L'apport des études migratoires aux sciences sociales : repenser la société dans un monde globalisé

La constitution des études migratoires en tant que champ scientifique ne résulte pas d'une rupture avec le reste des recherches sur les sociétés humaines. Bien au contraire, les recherches sont indissociables d'un dialogue entretenu avec les sciences sociales et les études littéraires (Barbour *et al.*, 2014). Inversement, de par l'importance croissante de la problématique prise par la mondialisation, les sciences sociales ont largement puisé dans les avancées produites par les chercheurs sur les migrations : on peut citer le courant de l'histoire globale (Subrahmanyam, 2002) ou les travaux sur les villes globales (Sassen, 1991).

Il n'est pas possible, dans cette introduction, de faire un bilan exhaustif de la place conceptuelle et méthodologique des études migratoires au sein des sciences humaines et sociales[14]. Le lecteur en trouvera néanmoins des éléments au fil des chapitres de cet ouvrage. L'intention est ici de présenter une réflexion

sur la façon dont les études migratoires ont contribué à renouveler le concept de société ; d'autant que celui-ci fut l'objet d'une vive critique au cours des années 1990. S'il n'existe pas de définition canonique de la société, on s'entend généralement pour la comprendre comme un groupe d'individus unis par un système d'interdépendances, de normes et une culture commune. Les différents auteurs ont pu mettre l'accent sur une dimension spécifique des constructions sociétales : la centralité des représentations culturelles et de l'habitus chez Bourdieu, de l'État chez Norbert Elias, du pouvoir incorporé chez Michel Foucault, des échanges réciproques chez Marcel Mauss, de la socialisation chez Bernard Lahire, etc. Il en ressort une conception de la société comme une entité sociale complexe et délimitée par le jeu d'une culture commune, d'une économie (qu'elle soit marchande ou du don) et de la tutelle d'un appareil politique. Or, cette vision de la société comme système clos sur lui-même fut mise à mal par la globalisation, le délitement des États-providence et l'émergence d'organisations transnationales telles que les entreprises multinationales ou les diasporas. Certains ont été jusqu'à annoncer « la fin de la société » (Touraine, 2013). Les études migratoires ne sont pas étrangères à cette remise en question – voire à cette disqualification du concept de société –, qui est explicite, par exemple, dans le courant des études transnationales. Nina Glick Schiller et Peggy Levitt affirment ainsi :

> [N]ous situons notre approche des études migratoires au sein d'un projet intellectuel plus vaste, porté par les spécialistes des processus transnationaux dans de nombreux domaines, visant à repenser et formuler un concept de société de telle façon que celle-ci ne soit plus automatiquement assimilée avec les frontières d'un seul État-Nation[15] (Levitt et Glick Schiller, 2004, p. 1002).

Les travaux sur le transnationalisme migratoire mettent en évidence les liens durables maintenus par les migrants avec leur pays d'origine ou avec d'autres pays d'accueil. Les nouvelles technologies, la diminution des coûts de transport offrent aux individus la possibilité de s'installer dans un espace tout en continuant à interagir avec d'autres par-delà les frontières : la contiguïté spatiale n'est pas une condition nécessaire à la continuité sociale. L'un des apports des travaux sur le transnationalisme est d'ordre épistémologique : ils critiquent le « nationalisme méthodologique ». Ce dernier peut se définir comme la tendance implicite à considérer l'État et son territoire comme l'espace naturel de réalisation des phénomènes sociaux (Wimmer et Glick Schiller, 2003). Ce positionnement, à présent couramment critiqué dans les recherches transnationalistes, est proche de l'idée de « pensée d'État » développée par Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad (Sayad, 1999 ; Lacroix, 2018). La statistique publique et les travaux qui en sont issus entretiennent ce nationalisme méthodologique. Ils conduisent à invisibiliser les phénomènes sociaux qui n'épousent pas les contours des États, notamment ceux portés par les migrants. De nouvelles méthodologies, qui permettent de dépasser ces approches traditionnelles, sont au cœur du renouvellement de la pensée sur la société. Les études migratoires ont été l'occasion de diverses expérimentations allant dans ce sens.

Les approches qualitatives ont été privilégiées pour contourner les limites imposées par les statistiques nationales. L'ethnographie multi-située, théorisée par George Marcus (Marcus, 1995), est largement utilisée par les jeunes chercheurs (Gadras et Milazzo, 2016 ; Mazzucato, 2010) pour rendre compte des rapports qui peuvent se nouer entre des espaces distants. Les travaux quantitatifs sont en renouvellement. Ils se fondaient depuis longtemps sur le croisement de données nationales, effectué par des institutions soit régionales (Eurostat), soit internationales (OCDE, ONU, Banque mondiale, etc.). Cet exercice d'agrégation des données a toutefois ses limites, du fait de leur faible comparabilité et de leur incapacité à saisir les pratiques de pluri-résidence ainsi que les dynamiques transfrontalières. Un nombre croissant d'enquêtes produisent des données qui permettent de surmonter ces limites : c'est notamment le cas des enquêtes qui incorporent dans leur dispositif méthodologique des instruments innovants tels que les entretiens biographiques qui retranscrivent les parcours des individus au cours de leur vie (Dureau et Imbert, 2014).

Plusieurs chapitres de cet ouvrage reviennent sur ces apports méthodologiques. Certains portent leur attention sur ce qui constitue la principale difficulté dans l'appréhension des dynamiques transnationales : les parcours des acteurs migrants. Monika Salzbrunn, Simon Mastrangelo et Farida Souiah les abordent pour les personnes sans visa, tandis que Céline Bergeon et Naïk Miret s'intéressent à celles qui, en dépit de migrations parfois anciennes, sont toujours inscrites dans un espace relationnel transfrontalier. Claire Lévy-Vroelant et Tatiana Sagatni traitent, quant à elles, de la trajectoire des migrants dans la société d'accueil. D'autres chapitres abordent un deuxième défi : saisir les rapports entre migrants et non-migrants dans les espaces du quotidien. Françoise Dureau, Naïk Miret, Antía Pérez Caramés et Francisco Torres Perez proposent un dispositif méthodologique adapté à cet enjeu. Régis Minvielle, Lucine Endelstein et Hadrien Dubucs illustrent cette approche depuis les activités commerçantes ; Liza Terrazzoni, Francisco Torres et Miguel Monsell depuis les logements.

De même, sur le plan économique, les immigrants marquent, par leurs activités commerçantes, les paysages des grandes villes d'installation et leurs périphéries. Ces quartiers (tels ceux enquêtés à Paris dans cet ouvrage) pratiqués quotidiennement par les citadins possèdent des ramifications internationales qui permettent à ces commerces « ethniques » d'être alimentés en produits les plus divers.

Les études migratoires ont ainsi permis de documenter des dynamiques transfrontalières jusqu'alors mal connues. Ces observations ne remettent pas en question l'importance des « sociétés » comme mode de structuration des groupes sociaux. Pour autant, il n'est plus possible de considérer la « société » comme un ensemble clos sur lui-même. Les études migratoires mettent désormais en évidence la société comme système ouvert dans lequel chacune de ses composantes (une économie, un appareil politique, une société civile, un système de représentations culturelles, le champ des relations interpersonnelles, etc.) maintient des relations denses et structurantes au-delà de ses limites. Les sociétés se pensent aussi bien dans leurs articulations internes que dans leurs interrelations. Les recherches montrent que chacune des composantes sociétales, transformées par la globalisation, ont développé des liens qui dépassent les frontières. L'État lui-même est transformé par la diffusion de sa population dans le monde et par l'installation d'immigrants sur son territoire. Dans les États de départ, de nouvelles administrations sont créées pour maintenir leur souveraineté auprès des populations expatriées (Gamlen, 2008). Dans les États d'accueil, le politique intervient pour gérer une tension entre les besoins économiques en main-d'œuvre et une opinion publique souvent hostile. Le contrôle migratoire, dont les ramifications se prolongent jusque dans les pays d'origine, agit dès lors comme une politique de production de la frontière qui décide qui est légitime dans son intention d'immigrer et de s'installer, comme le montrent Cyril Roussel sur le cas du Kurdistan d'Irak et Carolina Sanchez Boe à propos des États-Unis.

Une société ne se résume cependant pas à ses institutions publiques : elle est aussi le produit des échanges interpersonnels organisés par des institutions sociales telles que la famille, la classe, le clan, la caste, etc. Les études montrent comment elles ont été transformées par la globalisation migratoire. C'est le cas des familles transnationales, dont les membres sont répartis entre différents États (Razy et Baby-Collin, 2011). Ces familles sont aujourd'hui au cœur de l'une des plus importantes circulations financières au monde : les transferts des migrants ont atteint, en 2018, selon la Banque mondiale, 689 milliards de dollars, soit au moins trois fois l'aide publique au développement. C'est aussi le cas des castes indiennes : elles sont désormais des structures diasporiques qui gèrent les alliances maritales entre familles à l'échelle du globe.

Plusieurs chapitres de cet ouvrage présentent la façon dont les classes populaires, moyennes et supérieures utilisent, chacune à leur façon, les ressources de la mobilité en fonction de leurs capacités respectives. La mobilité peut être adossée soit à un parcours de formation, comme l'étudient Kevin Mary ou encore Marie Sautier, Dominique Vinck et Nicky Le Feuvre, soit à une carrière professionnelle. Pour Michel Peraldi, la mobilité internationale est devenue un trait distinctif des classes moyennes dans les pays de départ. Le sociologue en donne une illustration avec l'exemple marocain. Dans les pays d'accueil, l'insertion des migrants sur le marché du travail n'est pas sans effet sur les rapports sociaux. Les travailleurs immigrés ont représenté une équation complexe pour les syndicats. Leyla Sall le rappelle à travers l'exemple canadien qui expose la position ambivalente des représentants syndicaux : ils se positionnent à la fois contre l'immigration et pour les droits des migrants. Un autre exemple est étudié par Francesca Sirna qui montre comment, parmi les médecins étrangers en France, se forme une identité professionnelle en marge des structures syndicales traditionnelles.

Entre ces deux pôles que sont les États et les acteurs individuels, les organisations collectives – telles que les associations de la société civile ou encore les entreprises – contribuent à la consolidation de groupes sociaux multi-situés. Pour les entreprises, les immigrés constituent une ressource rentable. Cela est vrai pour celles qui utilisent de la main-d'œuvre étrangère, mais aussi, de plus en plus, pour les universités qui s'efforcent de « capter » des étudiants internationaux : Kevin Mary présente ici l'exemple des universités canadiennes.

Ces organisations collectives permettent non seulement la circulation de l'argent et des personnes, mais aussi celle d'idées, de modèles culturels et sociaux, de principes religieux, de symboles. Ces « transferts sociaux » (Levitt, 2005), ainsi nommés par opposition aux transferts financiers, alimentent des champs culturels et politiques aux extensions internationales. Ewa Tartakowski propose ici un travail sur la production littéraire judéo-maghrébine, comprise comme une identité transnationale : elle montre comment celle-ci se construit en interaction avec l'environnement socio-politique des États d'installation.

Par ailleurs, la recherche a largement documenté les mobilisations politiques des diasporas en direction des pays d'origine (Østergaard-Nielsen, 2003). La reconnaissance de la double nationalité par un nombre croissant d'États et la possibilité du vote à distance ont démultiplié les possibilités d'intervention depuis l'étranger dans le champ politique national (Jaulin et Smith, 2015). Il n'est pas rare de voir des leaders politiques faire campagne à l'étranger pour s'attirer les faveurs des électeurs.

De l'État au quartier, de l'économie familiale à la formation des groupes sociaux, les études migratoires nous renseignent sur la façon dont les sociétés sont transformées par la globalisation contemporaine. Les spécialistes des migrations ont développé des outils théoriques et méthodologiques qui permettent de voir et comprendre les extensions transfrontalières des phénomènes sociaux les plus courants. Les migrations constituent un indicateur fondamental des transformations sociales en cours. Comprendre autrement les sociétés en se départissant d'une vision limitée par les découpages frontaliers est une entreprise au cœur du dialogue entre études migratoires et sciences sociales.

notes

1 Le colloque s'est tenu du 22 au 24 juin 2016 à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers. Il a rassemblé plus de 200 personnes dont une grande partie de jeunes chercheurs. La composition des conseils scientifique et d'organisation est en annexe de cet ouvrage. Pour plus d'information : https://migrinter30ans.sciencesconf.org [consulté le 16.10.2018].
2 Pour en signifier l'esprit, voici un extrait de l'appel à contribution de ce colloque : « Tout en se structurant en champ autonome, les études migratoires irriguent et renouvellent les questionnements scientifiques plus généraux des sciences sociales. Toutes les disciplines sont à présent concernées : la géographie, l'histoire, la démographie, la sociologie, l'anthropologie, l'économie, mais aussi la philosophie, la linguistique, la psychologie, la littérature… Une partie importante des avancées théoriques et épistémologiques sont aujourd'hui redevables de l'analyse des phénomènes migratoires. L'anthropologie postcoloniale, les approches multi-situées, le transnationalisme, les nouvelles approches de l'identité, l'histoire globale, sont autant de nouveaux champs scientifiques dont la fondation repose sur la critique d'une vision sédentaire des sociétés et des cultures. L'étude des migrations internationales offre une alternative au nationalisme méthodologique qui a longtemps structuré les sciences sociales. Ce champ constitue un prisme à partir duquel sont reconsidérés les États, la société, les identités individuelles ou collectives, les pratiques artistiques, mais aussi notre rapport à l'espace et au temps, au point que l'on évoque aujourd'hui un "paradigme migratoire" ».
3 Pour une synthèse de l'évolution des recherches sur les migrations depuis la parution de ces textes fondateurs, le lecteur pourra se référer à l'ouvrage coordonné par Yann Scioldo-Zürcher *et al.* (2019).
4 Groupement de recherches coordonnées.
5 Centre de recherches internationales (Sciences Po Paris, CNRS).
6 Centre Population et Développement (Institut de recherche pour le développement, université Paris 5, Institut national d'études démographiques).
7 UR 08 Migrations internationales et minorités, Institut national d'études démographiques.
8 Centre d'analyse et d'intervention sociologique (École des hautes études en sciences sociales).
9 Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (université Toulouse Jean-Jaurès, CNRS, École des hautes études en sciences sociales).
10 Temps, Espace, Langage, Europe Méridionale, Méditerranée (université Aix-Marseille, CNRS).11 Laboratoire Population Environnement Développement (université Aix-Marseille, Institut de recherche pour le développement).
12 Laboratoire méditerranéen de sociologie (université Aix-Marseille, CNRS).
13 Acteurs, ressources et territoires dans le développement (université de Montpellier, université de Perpignan, CNRS).
14 Voir notamment l'ouvrage de synthèse, récemment publié dans cette même collection, coordonné par Yann Scioldo-Zürcher (Scioldo-Zürcher *et al.*, 2019).
15 « *We locate our approach to migration research within a larger intellectual project, taken up by scholars of transnational processes in many fields, to rethink and formulate the concept of society such that it is no longer automatically equated with the boundaries of a single nation state* ».

bibliographie

Barbour Sarah, Howard David, Lacroix Thomas, et Misrahi Barak Judith, *Diasporas, Cultures of Mobilities,* « *Race* »*: Diaspora, Memory and Intimacy*, Montpellier, Pocopages/Presses Universitaires de la Méditerranée, 2014.

Beauchemin Cris, Hamel Christelle, et Simon Patrick, *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined éditions, 2016.

Courgeau Daniel, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes,* Paris, Ined/Presses Universitaires de France, 1988.

Dureau Françoise, Imbert Christophe, « L'approche biographique des mobilités résidentielles », *in* Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M., *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2014, p. 33-79.

Gadras Mike, Milazzo Josepha, « L'ajustement méthodologique comme fabrique critique du savoir dans les études migratoires », *e-Migrinter*, no 14, 2016 (mars), en ligne : http://journals.openedition.org/e-migrinter/686

Gamlen Alan, « The emigration state and the modern geopolitical imagination », *Political Geography*, 27(8): 840-56, 2008.

Jaulin Thibaut, Smith Étienne, « Généralisation et pratiques du vote à distance. Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, no 4, 2015, p. 11-34.

Lacroix Thomas, « Le Transnationalisme. Espace, Temps, Politique », Habilitation à Diriger des Recherches, Marne-la-Vallée, Université de Marne-la-Vallée, 2018.

Levitt Peggy, « Social remittances, culture as a development tool », 7, Inter-American Development Bank, 2005.

Levitt Peggy, Glick Schiller Nina, « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society », *International Migration Review* 38(3): 1002-1039, 2004.

Ma Mung Emmanuel, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : "penser de l'intérieur" les phénomènes de mobilité », *in* Dureau F., Hily M.-A., *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 25-38.

Ma Mung Emmanuel, Doraï Mohamed Kamel, Hily Marie-Antoinette, Loyer Frantz, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire. Rapport final*, *commandé par le ministère de la Solidarité et de l'Emploi, Direction de la Population et des Migrations (DPM)*, rapport,

Poitiers, CNRS-Migrations Internationales Espaces et Sociétés MIGRINTER, 1998.Marcus George, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24: 95-117, 1995.
Mazzucato Valentina, « Operationalising transnational migrant networks through a simultaneous matched sample methodology », *in* Bauböck R., Faist T., *Diaspora and Transnationalism. Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, p. 205-227.
Noiriel Gérard, *Le creuset français : Histoire de l'immigration xixe-xxe*, Paris, Le Seuil, 1988.
Østergaard-Nielsen Eva, « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *International Migration Review,* 37(3): 760-86, 2003, en ligne : https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2003.tb00157.x
Ravenstein Ernst Georg, « The Laws of Migration », *Journal of Statistical Society of London,* 48(2): 167-235, 1885.
Razy Élodie, Baby-Collin Virginie, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart,* 1(57-58): 7-22, 2011.
Sassen Saskia, *The global city : New York, London, Tokyo*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1991.
Sayad Abdelmalek, « Qu'est-ce qu'un immigré ? », *Peuples méditerranéens*, no 7, 1979, p. 3-23.
—, « Immigration et "pensée d'États" », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, no 129, 1999, p. 5-14.
Scioldo-Zürcher Yann, Hily Marie-Antoinette, Ma Mung Emmanuel (dir.), *Étudier les migrations internationales*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, coll. « Migrations », 2019.
Sheller Mimi, Urry John, « The new mobilities paradigm », *Environment and planning,* 38(2): 207-226, 2006.
Simon Gildas, « L'espace des travailleurs tunisiens : structures et fonctionnements d'un champ migratoire international », thèse de doctorat, Poitiers, Université de Poitiers, 1979.
Subrahmanyam Sanjay, *The Political Economy of Commerce : Southern India 1500-1650,* Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
Tapinos Georges, *Économie des migrations internationales*, Paris, Economica, 1974.
Tarrius Alain, *Anthropologie du mouvement*, Orléans, Paradigme, 1989.
—, *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1995.
Touraine Alain, *La fin des sociétés*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2013.
Wihtol de Wenden Catherine, *Les immigrés et la politique, Cinquante ans d'évolution*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.
Wimmer Andreas, Glick Schiller Nina, « Methodological Nationalism, the Social Sciences and the study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review*, 37(3): 576-610, 2003.